

Face au maintien de la fermeture des remontées mécaniques, l'association nationale des élus de la montagne est mobilisée plus que jamais.

Après l'annonce par Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'Etat chargé du tourisme, du maintien de la fermeture des remontées mécaniques, les élus de la montagne constatent avec consternation que le ski alpin est la seule activité de plein air qui demeure interdite alors que les professionnels du tourisme ont établi de longue date des protocoles sanitaires particulièrement stricts en concertation avec les pouvoirs publics.

La saison blanche dans les stations de montagne est une réalité. C'est pourquoi, le plan de soutien à l'activité doit être amplifié et réévalué pour être à la hauteur des enjeux et des besoins.

L'ANEM se mobilise plus que jamais avec tous les élus locaux pour que le gouvernement prenne en compte toutes les conséquences de cette crise sans précédent sur les acteurs économiques et les collectivités locales.

Non seulement les mesures importantes prises jusqu'à présent doivent être maintenues et prolongées, mais désormais l'aide en faveur du tourisme montagnard, au bord de l'effondrement, doit prendre une tout autre dimension. Aujourd'hui, la survie de pans entiers de l'économie montagnarde est en jeu à moyen et long terme, et, bien au-delà des 120 000 salariés que comptent les stations, c'est toute l'économie qui est concernée.

Si la diversification et le tourisme toute l'année sont l'avenir du tourisme montagnard, cette transition prendra du temps et demande un accompagnement. Ce choc brutal risque de porter un coup fatal à de nombreuses entreprises et à l'emploi. C'est pourquoi l'ANEM est aux côtés de tous les acteurs du tourisme pour défendre non seulement leur survie de façon immédiate mais aussi pour préparer l'avenir à travers son programme pour toute la montagne, récemment remis au gouvernement via le Conseil national de la montagne.